

02/2018  
129. Jahrgang



# de lëtzebuenger POMPJEE

Bulletin officiel de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers du Grand-Duché de Luxembourg



## D'Gebuertsstonn vum CGDIS

# Save the date

## **Journée nationale des services de secours** den 30.09.2018 zu Réiser

Sonndes, den 30. September ass déi éischt «Journée nationale des services de secours». Deen Dag wäerten all d'Acteure vum CGDIS sech der Éffentlechkeet virstellen.

Dësen Event, deen am Moment vum CIS Réiserbann, der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter, der Pompjéesfederatioun an de Lëtzebuerger Jugendpompjее virbereet gëtt, wäert den éischte groussen Optrëtt vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours sinn.

Fir Froen oder Ureegunge kënt Dir lech gär ënner [communication@secours.etat.lu](mailto:communication@secours.etat.lu) mellen.



## **Colloque des cadres** 05.05.2018

Am Kader vun der Reform gi reegelméisseg Colloquë fir d'Kaderen aus dem Rettungsdéngscht organiséiert. Den nächste gëtt samschdes, de 5. Mee 2018 moies am ECCL um Kierchbierg organiséiert.

## **Parad fir Nationalfeierdag** 23.06.2018

De leschte groussen Optrëtt vun de Rettungsdéngschter ënner hirer aktueller Form wäert d'Parad fir Nationalfeierdag 2018 sinn. Wéi déi Jore virdrun, wäerte mir mat engem «Détachement motorisé» an engem «Détachement à pied» deelhuelen. Jiddereen deen Interessi huet do matzemaachen, ka sech elo schonn ënner [volontariat@secours.etat.lu](mailto:volontariat@secours.etat.lu) mellen.



## **CGDIS** 01.07.2018

D'Gesetz vum CGDIS trëtt a Kraaft.

Weider interessant Informatiounen iwwer d'Rettungsdéngschter hei zu Lëtzebuerg fannt Dir ënner anere och ënner



@servicesdesecours



@cgdislux



@CGDISlux

[www.112.lu](http://www.112.lu)

# Gyrophare et sirènes à utiliser avec responsabilité

L'Administration des services de secours (Etat) s'est récemment vue notifier un jugement relatif à un accident datant de septembre 2009 entre une ambulance et une voiture privée, accident survenu dans un croisement où le véhicule d'un particulier est rentré dans une ambulance qui lui coupait la priorité.

Au moment de l'accident l'ambulance conduisait avec sirène et gyrophares allumés.

L'Administration des Services de Secours a été reconnue seule responsable de l'accident survenu (du fait de la faute de conduite attribuée au conducteur de l'ambulance.)

Nous n'allons dans cet article pas rentrer dans les détails du droit de la responsabilité, mais nous limiter aux seuls développements du tribunal quant à la conduite d'un véhicule en service urgent et les obligations qui incombent au chauffeur d'un tel véhicule.

Le tribunal a considéré que les éléments du dossier, plus précisément le procès-verbal de police contenant les témoignages des deux personnes se trouvant en plus du chauffeur dans l'ambulance au moment de l'accident et la copie du relevé de l'UDS-blackbox de l'ambulance étaient suffisants afin d'établir les faits suivants :

D'une part, selon le témoignage du témoin n°1, la sirène a été allumée en tout état de cause cinquante mètres avant le croisement et selon le témoin n° 2, également à bord du véhicule la sirène a été allumée avant d'approcher le croisement.

D'autre part, à la lecture du relevé UDS-blackbox, le juge a constaté que l'ambulance avait bien allumé les gyrophares, que 200 mètres avant l'accident l'ambulance a freiné pour réduire sa vitesse à 55 km/h et que la sirène a seulement été déclenchée 3 secondes avant d'arriver au croisement.

Qu'ainsi le tribunal a estimé que le signal sonore n'avait pas été actionné dans les conditions de temps et de lieu permettant aux autres véhicules, plus précisément celui de Monsieur X avec qui l'accident a eu lieu, d'être prévenus et de s'arrêter pour céder le passage.

Le tribunal de paix a en outre relevé que le conducteur de l'ambulance n'ait pas respecté les règles de prudence qui s'imposent à tout usager de véhicule, en ayant abordé le croisement à une vitesse de 50 à 55 km/h alors que les feux de signalisation étaient au rouge.

Par conséquent, la responsabilité intégrale de l'accident a été imputée au conducteur de l'ambulance (et partant à l'Administration des services de secours) et aucune faute n'a été imputée à M. X. En effet, le tribunal a estimé que le non-respect des règles de priorité de la part de M. X était dû au comportement fautif du conducteur de l'ambulance qui n'ait pas actionné en temps utile la sirène avant de passer le feu rouge.

## Les éléments importants découlant de ce jugement et à souligner quant à la conduite d'un véhicule en service urgent avec gyrophares et sirène sont les suivants :

« Au vu de la copie du relevé de l'UDS-blackbox versée en cause, il serait établi que le conducteur de l'ambulance aurait circulé à environ 100 km/h et qu'il aurait ensuite ralenti pour entrer dans le carrefour à 50 km/h et non avec 30 km/h tel que les témoins le déclarent. »

Il est dès lors important de garder en mémoire que cette UDS-blackbox est toujours utilisée comme moyen de preuve devant un tribunal. A l'approche d'un carrefour, lorsque les feux de signalisation sont rouges, même une voiture d'intervention urgente doit redoubler de prudence et ne pas foncer à vive allure dans ledit carrefour.

Le tribunal a retenu que le chauffeur du véhicule particulier n'aurait pas pu voir le véhicule d'intervention urgente en raison de la localisation des lieux, de sorte que son attention n'aurait pas été attirée par le gyrophare bleu allumé.

Par ailleurs, au vu de la copie du relevé de l'UDS, et contrairement aux affirmations adverses, le conducteur aurait mis la sirène au dernier moment, soit environ deux à trois secondes avant d'arriver à la vitesse élevée de 50 km/h au carrefour.

Il serait dès lors établi que le conducteur privé n'aurait pas pu entendre la voiture d'intervention urgente étant donné que l'ambulance aurait seulement mis la sirène au dernier moment.

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg entend s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui par le comportement du chauffeur particulier, qui aurait violé la priorité du véhicule en service d'urgence, circulant gyrophare et sirène allumés.

## Les règles retenues par le tribunal (quant aux arguments de l'Etat) quant à la conduite d'un véhicule en service d'urgence circulant gyrophare et sirènes allumés:

1. La priorité appartient aux véhicules en service urgent, à condition que leur approche soit signalée au moyen de l'avertisseur sonore spécial et des feux bleus clignotants.
2. Tout conducteur doit se ranger et, au besoin, s'arrêter dès que l'approche d'une ambulance ou d'un véhicule en service d'urgence est signalée au moyen de l'avertisseur sonore spécial et des feux bleus clignotants.
3. Il convient de prouver que les signaux ont bien été utilisés « dans des conditions de temps et de lieu permettant aux autres usagers d'être prévenus de l'arrivée du véhicule prioritaire et de lui céder le passage. »
4. Un **conducteur d'une ambulance** qui annonce son arrivée par des signaux sonores et lumineux ne bénéficie d'une priorité de passage qu'à condition non seulement de prouver avoir actionné ses avertisseurs dans les conditions de temps et de lieu permettant aux autres usagers d'être prévenus mais également **de respecter les règles de prudence qui s'imposent à tout usager de la route. Et que circuler à 100 km/h pour réduire la vitesse à seulement 50 km/h en entrant dans un croisement ne constitue pas une conduite prudente.**
5. Un conducteur normalement prudent et diligent n'a en effet pas pu légitimement s'attendre qu'une voiture d'intervention urgente, déclenchant au tout dernier moment sa sirène, traverse un croisement en brûlant un feu rouge, au mépris des règles de priorité.

Il est dès lors rappelé à chacun des conducteurs de nos véhicules l'obligation de respecter les règles de prudence qui s'imposent, aussi en circulant en service urgent.

Nous prions chacun d'entre vous de garder en mémoire les éléments retenus par le tribunal et décrits dans cet article.

Bonne route et une conduite prudente à tous.

# Die Eingliederung der freiwilligen Mitglieder der Luxemburger Feuerwehren und Zivilschutzeinheiten in das « Corps grand-ducal d'incendie et de secours »

**A**m vergangenen 20. März 2018 verabschiedete das Parlament einstimmig das Gesetz zur Schaffung des « Corps grand-ducal d'incendie et de secours » (CGDIS). Diese neue Anstalt öffentlichen Rechts («Etablissement public»), welche alle Gemeinden sowie den Staat umfasst, wird demnach am kommenden 1. Juli 2018 seine Arbeit aufnehmen. Der vorliegende Artikel befasst sich mit der Integration der freiwilligen Mitglieder der Luxemburger Feuerwehren und Zivilschutzeinheiten in das CGDIS, welche zurzeit von der Verwaltung der Rettungsdienste (ASS) vorbereitet wird und erläutert die Vorgehensweise die hierbei angewendet werden wird.

Laut Gesetz erhalten alle freiwillige und hauptberufliche Mitglieder des CGDIS eine Ernennung durch den Verwaltungsrat für die verschiedenen Funktionen (im Gesetz «Emplois» genannt), welche sie bekleiden. Hierzu unterscheidet man zwischen operativen Funktionen, welche im Einsatz eine Rolle spielen, sowie Verwaltungsfunktionen, welche für den betrieblichen Alltag von Bedeutung sind (siehe Tabelle 1). Eine wesentliche Aufgabe in der Übergangszeit bis zum 1. Juli besteht demnach darin, die verschiedenen Funktionen, welche die freiwilligen Mitglieder im CGDIS bekleiden können, zu identifizieren und zuzuordnen. Wesentliche Prinzipien hierbei sind, dass die bisherigen Ausbildungen anerkannt werden und, dass jedes Mitglied der Luxemburger Feuerwehren und Zivilschutzeinheiten seinen Platz im CGDIS hat.

In einer ersten Etappe wurde in der ASS eine Task Force unter der Leitung von Tom Barnig, verantwortlich innerhalb der ASS für das «Département de la coordination opérationnelle» aufgestellt, mit dem Auftrag, alle freiwilligen Mitglieder des CGDIS zu erfassen und alle notwendigen Daten zu erheben. Grundlage hierfür sind die in der Intranet-Datenbank vorhandenen Informationen. Aus diesem Grunde wurden die Verantwortlichen der Feuerwehren und Zivilschutzeinheiten vor einigen Monaten aufgefordert, die Daten ihrer Mitglieder zu überprüfen und zu aktualisieren. Ab dem 23. April wird die ASS an die Chefs de corps, Chefs de centre und Chefs de Groupe eine Excell-Tabelle verschicken, mit der Bitte, diese bis zum 11. Mai auszufüllen und mit den Daten aus der Intranet-Datenbank abzugleichen. Im gleichen Zeitraum wird die Task Force auch Versammlungen in den verschiedenen «Groupements» organisieren, um die Vorgehensweise zu erläutern und auf etwaige Fragen antworten zu können. Im Zeitraum vom 12. Mai bis zum 23. Mai werden die erhobenen Daten dann in die neue Personalverwaltungs-Software des CGDIS eingetragen. Bei etwaigen Rückfragen nimmt die Task Force Kontakt mit den Verantwortlichen der verschiedenen Einheiten auf.

Nachdem die Mitglieder alle erfasst sind, können sie in die verschiedenen Kategorien, welche die Vorlage der grossherzoglichen Verordnung (Règlement grand-ducal) betreffend die freiwilligen Mitglieder des CGDIS vorsieht, eingeteilt werden. Es sind dies:

Pompiers volontaires stagiaires (Praktikanten)

Pompiers volontaires opérationnels (operative Feuerwehrleute)

Pompiers volontaires de support (Unterstützungs-Feuerwehrleute)

Ausserdem sieht die Vorlage der Verordnung vor, dass auch die Jugendfeuerwehrleute und die Veteranen Mitglieder im CGDIS sind.

Praktikanten sind neue Mitglieder, welche eine zweijährige Einführungsphase bis zur definitiven Aufnahme durchlaufen.

Als «Pompiers volontaires opérationnels» werden alle freiwilligen Mitglieder des CGDIS bezeichnet, welche eine operative Funktion

bekleiden, sei es in einer Feuer- und Rettungswache (Centre d'incendie et de secours «CIS») oder in einer Spezialeinheit (Groupe d'intervention spécialisé «GIS»). Hervorzuheben bleibt, dass es in Zukunft keine Altersbeschränkung mehr geben wird. Die Dienstfähigkeit wird einzig über die Bestimmungen des Médico geregelt werden. Solange man die medizinischen Anforderungen für eine bestimmte operative Funktion erfüllt, kann man diese ausüben! Je nach Funktion, sind diese Anforderungen mehr oder weniger anspruchsvoll. Für die operativen Funktionen können es laut Médico auch gewisse Einschränkungen geben (z.B. Atemschut-zuntauglichkeit).

Als «Pompiers volontaires de support» werden diejenigen Freiwilligen bezeichnet, welche gemäss Artikel 34 des Gesetzes nicht mehr am Einsatzgeschehen teilnehmen können, jedoch andere unterstützende Tätigkeiten innerhalb ihrer Einheit oder des CGDIS übernehmen können. Hierunter kann man sich zum Beispiel administrative oder logistische Aufgaben, Instandhaltungsarbeiten oder ähnliches vorstellen.

Laut Vorlage der oben genannten Verordnung werden alle aktuellen Mitglieder der Luxemburger Rettungsdienste, welche die Bedingungen der Ausführungsbestimmungen des Gesetzes von 2004 betreffend die Schaffung der Verwaltung der Rettungsdienste erfüllen (z.B. BAT 1 oder Brevet secouriste-ambulancier), und im Besitz eines gültigen Médicos sind<sup>1</sup>, automatisch in die Kategorie der «Pompiers volontaires opérationnels» aufgenommen.

Mitglieder, welche diese Anforderungen nicht erfüllen, werden provisorisch in die Kategorie der «Pompiers volontaires opérationnels» aufgenommen, um dann entweder die fehlenden Ausbildungsmodule nachzuholen oder über die Validierung von Bildungsleistungen bzw. Erfahrungen (Validation des acquis de l'expérience «VAE») nachzuweisen, dass sie die entsprechenden Kompetenzen, welche für die Ausübung der angestrebten operativen Funktion notwendig sind, besitzen.

Mitglieder, welche wegen einer medizinischen Untauglichkeit keine operative Funktion mehr bekleiden können, sowie jene welche trotz medizinischer Tauglichkeit einen entsprechenden Antrag stellen, können in der Kategorie der «Pompiers volontaires de support» aufgenommen werden.

Mitglieder, welche in die Kategorie «Pompiers volontaires opérationnels» aufgenommen wurden, erhalten anschliessend aufgrund ihres Ausbildungsstandes eine Ernennung in eine oder mehrere operative Funktionen. Gegebenenfalls erhalten sie eine provisorische Ernennung («Faisant fonction») bis sie die entsprechenden Ausbildungsmodule absolviert haben oder über die VAE-Prozedur ihre Kompetenzen nachgewiesen haben. Beispiele, wie diese Ernennungen erfolgen, entnehmen Sie der Tabelle 2. Mitglieder, welche eine Ernennung als «Equipier-stagiaire» erhalten, können am Einsatzgeschehen teilnehmen.

Es ist geplant, dass die Ernennungen in der Zeitspanne vom 1. Juni bis 15. Juni erfolgen. Zeitgleich mit der Ernennung wird den freiwilligen Mitgliedern des CGDIS auch ein Dienstgrad anerkannt. Anschliessend werden die betroffenen Mitglieder schriftlich über ihre Ernennung informiert.

<sup>1</sup> Um sicherzustellen, dass alle Mitglieder diese Forderung erfüllen können, bietet die ASS zusätzliche Médico-Termine bis zum 1. Juli an.

## Volontaires

		Conditions futures de nomination			Conditions actuelles de nomination			
		Formation de base	Formation spécifique	Formation de commandement	Formation de base	Formation spécifique	Formation de commandement	Condition supplémentaire
INCSA	Équipier INCSA stagiaire	FIS1			FGA ou Init. SA			
	Équipier INCSA (nomination provisoire)				SA ou BAT1			
	Équipier INCSA	FIS2 + ARI + SAP1			BAT1 + ARI + SA			
	Chef de Binôme INCSA (nomination provisoire)				BAT1 + ARI + SA + 5 ans d'expérience			
	Chef de Binôme INCSA	FIS3 + ARI + SAP1			BAT2 + ARI + SA			
SAP	Équipier SAP stagiaire	SAP1			CIC ou Init. Amb.			
	Équipier SAP	SAP1 + stage fini			SAP1 ou FR avec formation continue			
	Chef de Binôme SAP	SAP2			Ambulancier			
COMM.	Chef de Section (nomination provisoire)							CSec avant 01.07
	Chef de Section	FIS3 + ARI + SAP1		COM2	BAT2 + ARI + SA		Perf. CdC + XVR	CSec avant 01.07
	Chef de Peloton	FIS3 + ARI + SAP1		COM3	BAT2 + ARI + SA		Perf. CdC + XVR	Chef de corps (adj.) ou Chef de Centre (adj.) avant 01.07

**UPGRADE selon tableau des**

**UPGRADE PAR**

**UPGRADE selon besoin**

5 ans d'expérience à partir du jour d'entrée en activité (FGA/Init. SA)

5 ans d'expérience à partir du jour d'entrée en activité (Init. Amb)

### Emplois opérationnels (exemples)

- Équipier stagiaire (INCSA, SAP ou GIS)
- Équipier (INCSA, SAP ou GIS)
- Chef de Binôme (INCSA, SAP ou GIS)
- Chef d'agrès (INCSA ou SAP)
- Chef de section (INCSA, SAP ou GIS)
- Chef de peloton
- Chef de compagnie
- Chef de bataillon

### Emplois managériaux (exemples)

- Chef de zone
- Chef de zone adjoint
- Chef CIS ou GIS
- Chef CIS ou GIS adjoint
- Chef de département
- Chef de service
- Chef d'unité
- Chef de cellule

## CGDIS-Versioun vun „mir sinn um Dill“

(Refr.)

Mir sinn um Dill wann een ons brauch  
 mir sinn um Dill mat Sprëtzt a Schlauch  
 De GPS wéisst eis de Wee, fuere mir raus, op ee B zwee  
 kënt d'Waasser net schnell genuch erbäi, da gëtt erhéicht op ee B dräi  
 De CGO deen checkt dann d'Lag  
 de CGDIS ass eng gutt Saach

(1.)

A sti mir dann emol op Status eent  
 da si mir séier, séier ënnerwee  
 Op all Won ass ee Chef d'agrès  
 an deen huet mindestens SAP zwä  
 Mir fuere raus an dem Binôme  
 an d'SERe stelle mir net a Fro  
 Mir sinn eng ganz ganz flott Ekipp  
 a ginn dem rette guer net midd

(Refr.)

Mir sinn um Dill wann een ons brauch  
 mir sinn um Dill mat Sprëtzt a Schlauch  
 De GPS wéisst eis de Wee, fuere mir raus, op ee B2  
 kënt d'Waasser net schnell genuch erbäi, da gëtt erhéicht op ee B3  
 De CGO deen checkt dann d'Lag  
 de CGDIS ass eng gutt Saach

(2.)

Um CSU do setze ganz vill Leit  
 den ELS dee mengt e wär gescheit  
 De Chef de Salle deen huet alles am Bléck  
 an hie gräift an, t'gëtt net gezéckt  
 An all Beräich do gëtt et ëmmer méi  
 an d'Formatioun deet richtig wei  
 Mee d'ass fir d'Saach, fir d'Qualitéit  
 a mir sinn alleguer ganz beméit

(Refr.)

Mir sinn um Dill wann een ons brauch  
 mir sinn um Dill mat Sprëtzt a Schlauch  
 De GPS wéisst eis de Wee, fuere mir raus, op ee B2  
 kënt d'Waasser net schnell genuch erbäi, da gëtt erhéicht op ee B3  
 De CGO deen checkt dann d'Lag  
 de CGDIS ass eng gutt Saach

Text : Jeff Herr

# Net schlecht gestaunt hunn d'Deputéiert



**N**et schlecht gestaunt hunn d'Deputéiert wéi en Dënschdeg den 22. Mäerz direkt 5 Asazgefiere, dorënner e Pompjeesca-mion vum Findel, ee vun de Beruffspompjeeën, eng Protex-ambulanz, e SAMU an e First-Responder-Won aus enger Gemeng, virun der Chamber um Krautmaart stoungen. Sënn vun dëser Aktioun war et ze verdäitleche wéi eng 5 Unitéiten duerch d'Re-form wäerten zesummegefuert ginn.

Nom Debat an der Chamber, wou de Projet vun alle Fraktiounen gelueft gouf, sinn um Punkt 17.17 Auer d'Sireene virun der Chamber gaangen: de Gesetzesprojet 6861 «portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours», gouf unanime ugeholl.

Domat krute mir gréng Luucht fir an den Endspurt ze goen. Déi 17 Ausféierungsreglementer déi den Alldag vum CGDIS wäerte ree-gelen, sinn an der Ausaarbechtung a solle fir den 1. Juli prett sinn.





Un all zukünfteg Membere vum CGDIS,

Et ass mir eng grouss Freed an Éier lech als Äre Minister däerfe matzedeelen, datt d'Chamber de Mëtteg d'Gesetz fir d'Schafe vum Etablissement public "Corps grand-ducal d'incendie et de secours" gestëmmt huet. Ab dem 1. Juli 2018 iwwerhëlt de CGDIS d'Geschécker vum Pompjees- a Rettungswiesen zu Lëtzebuerg, woubäi d'Gemengen an de Staat sech zesummen déi Aufgab wäerten opdeelen.

Ech si mer bewosst, datt Är Erwaardungen un de CGDIS grouss sinn an datt, no joerzengtelaangen Ukënnungen a Versprieche, d'Zäit elo räif ass fir e modernt an effizient Instrument unzebidden.

Et ass an der Vergaangenheet Grousses geleescht ginn, mee dës Feststellung sollt eis net drun hënneren ze probéieren et nach besser ze maachen, fir eise Bierger am Fall vun Nout a Leed beschtméiglech ze hëllefen.

Där bréngt grousst Wëssen an Experienz mat, wourop mer och an Zukunft net wëllen, an net kënnen, verzichten. Ech setzen alles drun dat enormt Asazpotential ze erhalen an nach weider auszebauen.

Et ass fir mech d'Geleeënheet lech all Merci ze soen, datt Dir lech asetzt fir d'Sécherheet vun Äre Matbierger ze garantéieren. Déi Aarbecht déi Dir all Dag leescht ass wäertvoll a verdéngt d'Ënnerstëtzung vun der Politik. Si steet an der Verantwortung all deene Fräiwëllegen an Haaptberufflechen déi adequaatste Mëttelen zur Verfügung ze stelle fir hir Missiounen ze erfëllen.

Mär sinn immens houfreg, datt mir d'Erlaabnis vun eisem Grand-Duc krute fir dem Etablissement public den Numm "Corps grand-ducal d'incendie et de secours" ze ginn, wat an eisen Aen eng grouss Unerkennung ass fir dat wat mär am Déngscht vum Land leeschten.

De Wee bei de CGDIS war fir vill Leit vun eis ustrengend an intensiv. Erlaabt mer dofir, lech all fir Är Ausdauer a Mataarbecht mäi Respekt auszeschwätzen.

Déi Verantwortlech vum CGDIS mussen op Äert Uleies sensibel bleiwen, wat de Garant zum Erfolleg, vun deem wat mer eis gemeinsam virgeholl hunn, muss sinn.

D'Vertrauen an Är Aarbecht ass héich a mir wësse wat mir un lech hunn!

Mär wënschen lech vill Erfolleg a perséinlech Satisfaktioun mam CGDIS.

Dan Kersch, Inneminister

# PRESENTATION DU VISUEL / LOGOTYPE DU CGDIS

## CORPS GRAND-DUCAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



### INTRODUCTION

Dans le cadre de la réforme des services de secours qui a été votée à l'unanimité par la Chambre des députés en date du 20 mars 2018 et de l'intégration des différents acteurs nationaux des services de secours dans un Corps grand-ducal d'incendie et de secours à partir du 1er juillet 2018, il est nécessaire de créer une nouvelle identité visuelle pour le CGDIS. Cette nouvelle identité sera un point de départ pour sceller un sentiment d'appartenance, fonder un esprit de corps mais surtout pour que la population puisse visuellement reconnaître les effectifs des services de secours sur le terrain.

### PRÉREQUIS

- Un visuel / logotype **pour l'ensemble des services de secours**
- Contemporain et résolument **tourné vers le futur**
- Certains éléments graphiques à prendre en compte : le **lion** et **les couleurs nationales**
- **Sobriété, modernité** avec déclinaison possible jusqu'au **pictogramme**
- **Forte reconnaissance** et très bonne **lisibilité**

### DEVELOPPEMENT

Par **étapes**

En **concertation** avec des **représentants du terrain** (Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers, Comité des sages, agents professionnels, personnel ASS)

Avec l'**aval final de S.A.R le Grand-Duc Henri**

### COULEURS

Les couleurs **nationales** sont reprises dans le cadre

Symboliquement **ce cadre soutien et protège** le Corps grand-ducal d'incendie et de secours

### LION

Lien avec la **couronne** des armoiries grand-ducales

**Bienveillant**

De face car il est **vigilant**

et **prêt à intervenir**, à prendre les choses en main

### ETAPES SUIVANTES

- **Déclinaison** de ce visuel / logotype à l'ensemble de l'identité visuelle du CGDIS
  - **Déclinaison** de ce visuel / logotype sur le charroi existant (version allégée)
  - **Déclinaison** de ce visuel / logotype sur le charroi futur (version intégrale)
- en tenant compte des **standards de visibilité** les plus élevés*



# Regional Informatiounsversammlungen

Am Kader vum Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwer d'Organisatioun vun der ziviler Sécherheet an d'Schafe vum CGDIS, invitéiert den Inneminister Dan Kersch op 6 regional Informatiounsversammlungen:

- Missiounen an Organisatioun vum CGDIS;
- Responsabilitéite vun de Gemengen;
- Integratioun vum Personal an de CGDIS;
- Transfert vum Material a vun de Kasären an de CGDIS;
- Finanzement vum CGDIS an d'Bedelegung vun de Gemengen;
- Sensibiliséierungscampagne fir d'Installatioun vun Dampmelder.

All fräiwëlleg an haaptberufflech Mataarbechter aus dem Rettungsdéngscht sinn häerzlech invitéiert un enger vun dese Reuniounen deelzehuelen.



---

**Stengefort**  
**25. Abrëll 2018 – 18 Auer**  
**Centre Roudemer**

---

---

**Biermereng**  
**26. Abrëll 2018 – 18 Auer**  
**Centre culturel Maus Ketti**

---

---

**Dikrech**  
**2. Mee 2018 – 18 Auer**  
**Al Seeërei**

---

---

**Esch-Uelzecht**  
**3. Mee 2018 – 18 Auer**  
**Escher Theater**

---

---

**Jonglënster**  
**8. Mee 2018 – 18 Auer**  
**Centre polyvalent Gaston Stein**

---

---

**Wëntger**  
**16. Mee 2018 – 18 Auer**  
**Centre culturel et sportif**

---

# Symposium ASS 24 & 25 März 2018 im European Convention Center Luxembourg (ECCL) Kirchberg



**A**uch in diesem Jahr organisierte das Département de la Formation der ASS schon zum dritten Mal das Symposium zu aktuellen Themen im Rettungsdienst. Dem Aufruf, Themen fürs Symposium vorzuschlagen waren viele Kollegen gefolgt, sodass das Programm im Vorfeld auf die Wünsche und Bedürfnisse der Teilnehmer angepasst werden konnte.

Neuerung in diesem Jahr war, dass erstmals neben den Themen zum „Secours à Personne – SAP“ ebenfalls Themen im Bereich der Feuerwehr und Technischen Hilfeleistung auf dem Programm standen. Des Weiteren hatten die Teilnehmer am Samstagnachmittag

die Wahl zwischen 5 verschiedenen Workshops.

Nachdem der Innenminister Dan KERSCH am Samstag das Symposium eröffnet hatte, referierten am Samstagmorgen nationale und internationale Referenten zu den Themen Deeskalation und Eigensicherung, Einführung des E-Call in Luxemburg sowie die Resultate der EuReCa One Studie betreffend die Behandlung des Herz-Kreislaufstillstandes in Europa.

Höhepunkt des Morgens war sicherlich der Erfahrungsbericht von Greg ASHMAN von der London Fire Brigade, welcher über die Vorgehensweise der Feuerwehr beim Greenfell Tower Brand in London berichtete. Bei diesem Brand waren etwa 1000 Rettungsdienstmitarbeiter vor Ort und konnten trotzdem nicht verhindern, dass 71 Leute beim verheerenden Brand ums Leben kamen.

Die Workshops welche am Nachmittag teilweise auf der Place de l'Europe vor der imposanten Kulisse des ECCL und der Philharmonie stattfanden, sowie in den Sitzungssälen luden zu einem interessanten Erfahrungsaustausch ein.

Der Sonntagvormittag war Themen wie Terrorscenarien der Zukunft, Suizid und Suizidprävention, CRM und Human Factors, sowie der polizeilichen Vorgehensweise am Tatort oder Brandort gewidmet.

Während beiden Tagen konnten mehr als 200 Mitglieder der Rettungsdienste beim Symposium 2018 gezählt werden. Unser Dank gilt allen Referenten, Teilnehmern, sowie an der Organisation beteiligten Personen.

Dem Symposium 2019 des CGDIS steht also nichts mehr im Wege.



# Formation



An der Tëschenzäit hunn d'Stagiaren déi am Moment hire SAP 2 zu Jonglënster maachen déi lescht Theoriesstonnen hantert sech an et geet dem Enn vun dësem Deel vun der Formation zou.

Um Programm stoungen niewent den traumatologeschen Noutfäll an dem Plan NOVI (Plan nombreuses victimes) och eng Visite am Abrigado bei der Gare an der Stad um Programm. Hei hu si den Oflaf an enger Fixerstuff gesinn a kruten zousätzlech e Cours iwwer Drogenoutfäll vum Chef vum Abrigado gehalen.



Déi traumatologesch Noutfäll goufe während dëse Wochen haapt-sächlech a Fallbeispiller un d'Stagiarië bruecht. Während engem ganzen Dag goug et och drëms wat maache wann e Plan NOVI ausgeruff gëtt. D'Beruffspompjeeë si mam AB-PMA op Jonglënster komm wou e ganze PMA opgeriicht gouf deen d'Stagiarië sech ukucke konnten an Erklärungen zum Fonctionnement kruten.

Nieft all dëser Theorie a Fallbeispiller goufen natierlech och weiderhi fläisseg all Dag zwou Stonne Sport gemaach well den ING Marathon kënt ëmmer méi no.



No dësen 3 Woche Formation, heescht et elo fir d'Stagiaren an d'Kliniken a bei d'Beruffspompjeeën an d'Stad an de Stage ze goen. Während sechs Woche geet all Stagiaire eng Woch op eng Intensivstation, eng Woch an den OP an zwou Wochen an eng Urgence an de Stage. Hei kréie si en Abléck an de weideren Oflaf an de Kliniken an hu sou och d'Méiglechkeet verschidde Saachen ze gesi mat deenen een am Rettungsdéngscht net ganz esou oft confrontéiert



gëtt. Zousätzlech zu de 4 Woche Stage an enger Klinik, gi si dann och nach 2 Woche bei de Beruffspompjeeën op RTWen agesat.

No de 6 Woche Stage, heescht et da sech op d'Exame vum SAP 2 virzebereeden. Dofir hu si nach eng Widderhuelungswoch, wou déi wichtegst Saachen nach eng Kéier erkläert ginn.

An der Woch vum 7. Mee heescht et dann alles an den Examen ze weise wat si bis elo geléiert hunn.

Parallel zu dëser Formation am Beräich Ambulanz a Persounerrettung, hunn d'Stagiaren aus deem zweete Grupp hir Formation am Beräich Incendie/Sauvetage bei de Beruffspompjeeën an der Stad an a verschidenen CIS'en gemaach.

Samschdes den 12. Mee muss all Stagiaire vun der Sessioun um ING Marathon matlafen.

Pol Goeler



# Départ en retraite de M. Romain Wiltgen, Opérateur du CSU 112



1978 huet de Rom als Fraiwëllegen zu Lëntgen am Zenter ugefaangen a koum 1985 als Haaptberufflechen op den deemolegen 012. Am 31 Mäerz an no 33 Joer als Operateur ass de Wiltgen's Rom a seng wuelverdénchte Pensioun gaangen.

## **Wéi laang hutt Dir an der Telefonszentral vum 112 geschafft?**

Vun 1985 bis 2018 (33 Joer)

## **Wéi eng Ännerung ass fir lech déi markantst gewiescht?**

Wéi mir aus der Batty-Esch-Strooss op d'Cloche d'Or geplënnert sinn a vun der analoger Telefonszentral op digital ëmgestallt hunn an ëmmer méi informatiséiert gi sinn a sécher wéi den ELS a Betrib gaangen ass.

## **Wat fir Asätz hunn lech spezifesch markéiert?**

De Joerhonnertstuerm 1990 an 3 Joer méi spéit, d'Joerhonnertthéichwaasser, Fliger- an Zuchaccidenter.

## **Wat wäert Dir am meeschten an Erënnerung behalen?**

Dat ass d'Kollegialitéit vun den Operateure mat deenen ech sou laang zesummegeschafft hunn an den Job dee bis de leschten Dag Spaass gemaach huet fir de Leit an Nout ze hëllefen.

## **Wat géift Dir zukünftegen Operateure mat op de Wee ginn?**

Ech wënschen hinnen alles Guddes an hirer net ëmmer einfacher Missioun an e gudden Start an de CGDIS.

## **Soss nach eppes?**

Ech wëll awer och Merci soen, de Leit vun der Ambulanz, Sauvetage, Pompjeeën, Agents prof., BF, Samu an Airrescue fir déi gutt Zesummenaarbecht.

# Implémentation du standard «eCall» par les services de secours luxembourgeois



Le standard « eCall », lancé sur initiative de la Commission européenne vise à équiper tous les véhicules vendus dans l'Union européenne d'un système d'appel d'urgence permettant à une voiture accidentée d'émettre automatiquement un appel d'urgence et d'envoyer sa position précise et ce où quelle se trouve dans l'Union Européenne.

Sur décision du parlement européen datant du 28 avril 2015, tous les constructeurs de véhicules destinés au marché européen devront, à partir du 31 mars 2018, équiper leurs nouveaux modèles du système eCall. Selon une estimation de la Commission européenne, il faudra cependant attendre l'an 2035 pour que le parc automobile européen soit entièrement équipé.



Outre une activation automatique suite à un impact, un appel d'urgence eCall peut également être activé manuellement par le biais d'un bouton spécifique dans les cas où les occupants se trouvent dans une situation d'urgence nécessitant l'intervention des services de secours et/ou de la police.

En cas d'activation, le véhicule est soit mis en communication avec **le central de secours 112** territorialement compétent soit avec un **central du constructeur** qui, le cas échéant, contacte le central de secours 112 concerné afin de solliciter les secours. Selon la directive, le client peut, au moment de l'achat du véhicule, décider de

la configuration du module eCall quant à la destination des appels d'urgence.

Une implémentation des techniques de réception et de traitement des appels eCall avait été anticipée par l'Administration des services de secours lors de la mise en service en 2016 du logiciel d'alerte et de gestion des opérations « ELS » au sein du CSU 112.

La mise en place définitive et la certification du système a été effectuée par un organisme externe indépendant en octobre 2017. Le Grand-Duché de Luxembourg fut ainsi l'un des tous premiers pays à s'être déclaré prêt à recevoir des appels eCall auprès de la commission européenne.



Afin de garantir un traitement efficace des eCalls adressés au CSU 112 via un central tertiaire (TPS-eCall) d'un constructeur automobile, des accords ont été conclus avec certains centraux TPS, notamment avec l'Automobile Club Luxembourg (ACL) qui traite des appels eCall pour le compte de certains constructeurs automobiles.

## Quels sont les avantages des appels d'urgence eCall ?

Communication vocale avec les occupants et transmission d'une série de données depuis le véhicule :

- Localisation GPS précise au moment du déclenchement.
- Nombre d'occupants et type de véhicule
- Numéros de châssis qui servira dans une prochaine étape de renseigner les secours sur la marque et le modèle de véhicule afin de permettre une désincarcération plus efficace et rapide.
- Gain de temps d'arrivée des secours potentiels grâce à une localisation précise.
- Sauver plus de vies et réduire en conséquence l'impact social des accidents de la route.

